

### « Il faut revoir la manière dont l'économie est enseignée dans notre pays »

**Pierre Robert** (Institut Sapiens): « La société de marché dans laquelle nous vivons est perçue comme une sorte de "fabrique du diable". Cet état des lieux est préoccupant. Il nuit au dialogue social »

**P**our que les Français reprennent confiance en l'avenir et en leur potentiel, il suffit de les faire rompre avec les idées reçues qu'ils ont apprises, à tort, sur les mécanismes économiques. Il faut également leur enseigner dès le secondaire les vraies bases fondamentales de la science économique. Simple en apparence, mais compliqué en pratique!

Dans une étude pour l'Institut Sapiens, vous dressez le constat d'une méconnaissance profonde des Français à l'égard des grands mécanismes économiques, qui paradoxalement les intéressent beaucoup. Mais n'est-ce pas la même chose partout ailleurs? Est-ce une particularité française?

Cela mériterait une étude approfondie, mais, en la matière, les indicateurs tendent à confirmer une exception culturelle française. Une exception que je rattache à un imaginaire économique et social structuré autour de quatre mantras, qui tous mènent à une impasse et dont la combinaison est un facteur essentiel de crispation du corps social.

#### Lesquels?

Le premier est que l'économie est un jeu à somme nulle : ce que gagnent les uns est forcément pris à d'autres. Cette conviction vient de l'analyse marxiste qui sous-tend que les rapports sociaux sont avant tout des rapports d'exploitation. Or les économistes ont montré depuis longtemps que dans une économie en croissance les activités économiques sont au cœur d'un jeu à somme positive : dans des proportions certes variables et sur lesquelles le politique peut agir, tout le monde a à y gagner. Le deuxième mantra est qu'en économie seule la demande compte et que toute difficulté peut se régler par la relance du pouvoir d'achat sans tenir compte des conditions de l'offre. Cette idée vient d'une lecture tronquée et partisane de Keynes. Elle débouche sur la conviction que l'Etat peut tout et que la dépense publique est toujours une bonne chose. Or Keynes lui-même pensait qu'au-delà d'un certain seuil la part des dépenses publiques dans le PIB et le taux des prélèvements obligatoires devenaient contre productifs. Manifestement nous les avons dépassés depuis longtemps.

#### Quelles sont les deux dernières idées communément reçues sur l'économie?

D'abord celle selon laquelle la société forme un tout, un système qui nécessairement impose sa logique à ses membres. Par la socialisation, elle les conditionne, l'individu n'étant qu'une sorte de pâte molle sur laquelle elle impose son empreinte. Cette idée vient de l'œuvre de Durkheim. Elle aboutit à nier toute responsabilité individuelle dans la conduite des comportements humains. Tout est de la faute du système. Une rhétorique que l'on retrouve dans la bouche de certains politiques, responsables syndicaux ou associatifs. Enfin, le quatrième mantra dit que la société et l'économie ne sont structurées que par des rapports cachés de domination opposant dominants et dominés. Cela vient de l'interprétation faite par Pierre Bourdieu des travaux du sociologue Max Weber sur le pouvoir. « La sociologie est un sport de combat », disait Bourdieu. Ses héritiers estiment que les sciences sociales et ceux qui les enseignent ont le devoir de débiter les inégalités enfouies dans le système. Dans cette perspective, on arrive vite à l'idée que toute inégalité est une injustice. Une erreur fondamentale qui efface toute notion de mérite. La combinaison de ces quatre convictions donne un cocktail détonnant, spécifique à notre pays et qui incite à partir à l'assaut de l'ordre social existant et non à tenter de le réformer.

On le voit en effet chez la minorité d'étudiants qui bloque les universités, les Black Blocs ou les zadistes par exemple...

L'acquisition de richesse est d'emblée suspecte, la lutte des classes est présentée comme la seule source du progrès social et plane sur les institutions une sorte de suspicion généralisée. Globalement, la société de marché dans laquelle nous vivons est perçue comme une sorte de « fabrique du diable » pour reprendre la formule de Karl Polanyi. Cet état des lieux est préoccupant. Il nuit au dialogue social et favorise un degré encore élevé de conflictualité : 139 jours de grève par an pour 1000 habitants en France contre 19 en Allemagne et 5 en Suède. Ce cocktail toxique nuit aux réformes qui permettraient à notre économie de se tourner vers les activités d'innovation. Comme l'a bien démontré Edmund Phelps, une économie tournée vers l'innovation a besoin que sa population adhère à une culture économique motivante. Sur tous ces points la situation de la France laisse sérieusement à désirer.

#### Comment expliquer la domination de cette pensée antilibérale?

Le récit national à l'issue de la seconde guerre mondiale a été selon moi déterminant et extrêmement défavorable aux idées libérales, elles-mêmes assimilées à un grand patronat plus ou moins collaborationniste. A la libération, les idées du Conseil national de la résistance ont triomphé, faisant de l'Etat le maître d'œuvre de la reconstruction. La phase de rattrapage de l'économie française ayant par la suite bien fonctionné durant les Trente Glorieuses, les gens en sont restés là. Mais le contexte n'est plus le même et nous ne vivons plus dans une économie fermée. Ce qui tire la croissance économique, c'est l'innovation.

#### En même temps, les conflits existent...

Il ne s'agit bien sûr pas de dire que les patrons ont toujours raison, qu'il n'y a pas de conflits sociaux, que la dépense publique n'a pas d'intérêt, que la protection sociale doit être détricotée ou que les syndicats doivent être neutralisés. Mais il s'agit d'accepter que le cadre dans lequel s'inscrivent les débats et les progrès possibles soit celui d'une économie et d'une société de marché, dont les forces motrices sont la concurrence et l'innovation. Depuis la disparition de l'Union soviétique, on sait qu'il n'y a pas d'alternative.

**« L'acquisition de richesse est d'emblée suspecte, la lutte des classes est présentée comme la seule source du progrès social et plane sur les institutions une sorte de suspicion généralisée »**



Il faut donc faire avec et s'organiser collectivement pour mettre en œuvre plus sereinement les réformes dont notre pays a besoin. Elles sont nécessaires pour rester dans la course et ne pas subir le sort d'un pays comme l'Argentine qui, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, était nettement plus riche que la France.

#### Comment faire?

Une des conditions pour y parvenir est de revoir la manière dont l'économie est enseignée dans notre pays. Le groupe d'experts mené par Philippe Aghion et travaille pour ce qui est du secondaire. Mais pour le moment au lycée, en classe de seconde, l'économie fait l'objet d'un enseignement d'exploration à raison d'une heure trente par semaine. Pour la plupart des élèves, ce sera leur seul contact avec cette discipline au cours de leur scolarité et peut-être de leur vie. Or, l'étendue de ce qu'on veut leur transmettre est beaucoup trop vaste au regard du niveau des élèves et du nombre d'heures de cours. Les professeurs pouvaient légitimement trouver ce programme trop lourd. A leur demande, on a donc supprimé l'un de ses thèmes, mais pourquoi avoir choisi celui sur le marché et la formation des prix alors que ces questions sont au cœur de la réflexion économique?

#### Et en première et en terminale?

En première et en terminale, on prétend traiter toutes les questions du programme en croisant les points de vue de l'économie mais aussi de la sociologie, de la démographie, de la science politique, avec même des références au droit et à l'ethnologie. Là aussi, la place faite à l'entreprise et aux mécanismes de marché est très modeste. Elle ne permet pas aux élèves de comprendre ce que sont les contraintes auxquelles les entreprises doivent faire face ou d'analyser correctement le risque que prend un entrepreneur. Dans le secondaire, le mot d'ordre doit donc être « recentrage », comme le prône l'Académie des sciences morales et politiques (ASMP).

#### Et à l'université?

A l'inverse, dans l'enseignement supérieur, on dispense des formations très pointues et très mathématisées. Au fur et à mesure qu'ils progressent dans leurs cursus, les étudiants ont tendance à s'enfermer dans une démarche de modélisation fondée sur une approche exclusivement économétrique. A ce niveau, le mot d'ordre pourrait être pluralisme. Le tout serait cohérent puisqu'on partirait du simple pour aller progressivement vers le plus complexe en mobilisant dans le supérieur les apports de toutes les sciences sociales et en le faisant d'autant plus efficacement que les bases auront été acquises au lycée.

#### Dans votre étude sont également évoquées des lacunes dans les grandes écoles en matière d'enseignement de l'économie...

Il faudrait effectivement prévoir des cours d'analyse économique pour tous les élèves des grandes écoles comme à l'Ecole de la magistrature. Quant au grand public, il faut parvenir à le sensibiliser davantage aux grands enjeux économiques du monde contemporain. Pour cela, beaucoup d'initiatives ont déjà été prises comme les Journées de l'économie à Lyon ou le Printemps de l'économie à Paris. Il faut encore les amplifier et les valoriser. A tous les niveaux, on peut s'appuyer sur les énormes possibilités qu'ouvrent le numérique et l'intelligence artificielle en permettant l'essor des « ed-tech ».

Interview Raphaël Legendre @LEGENRA

Europa  
Manfred Weber

Protection des données : reprendre le contrôle



DEPUIS QUELQUES JOURS, vos messageries électroniques croulent sous les courriels vous demandant d'indiquer vos préférences pour l'utilisation de vos données personnelles. Le compte à rebours jusqu'à l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD) arrive en effet bientôt à sa fin. Vendredi, la nouvelle législation européenne entrera en application dans l'ensemble de l'Union et offrira une protection harmonisée à tous les citoyens européens.

Alors que Mark Zuckerberg doit s'expliquer mardi au Parlement européen sur le récent scandale relatif à l'exploitation massive des données personnelles des utilisateurs de Facebook par certaines organisations mal intentionnées, l'Union européenne démontre, avec ce règlement, qu'elle a prévu les réponses et sanctions adaptées pour dissuader les entreprises de jouer aux apprentis sorciers avec la vie privée de leurs clients, bien avant que toutes ces révélations ne fassent la une des journaux.

Avec cette législation, les entreprises ont toujours le droit d'utiliser les données de leurs clients, mais elles doivent le faire en toute transparence, et en ayant obtenu au préalable leur consentement. Nous montrons à tous les Européens, mais aussi au reste du monde, que le respect de la vie privée, notion si précieuse européenne, est essentiel pour nous. Ainsi, nous rééquilibrerons le rapport de force et permettons aux citoyens de reprendre le contrôle de leur vie numérique, en leur assurant la même protection que celle à laquelle ils sont habitués dans le reste de leur existence. Et nous le faisons à l'échelon le plus pertinent pour légiférer : celui de l'Union européenne.

#### Lourdeurs importantes.

Alors qu'Internet ne connaît aucune frontière, qui peut croire qu'un Etat membre à lui seul serait capable de tenir tête aux géants du numérique? La décision de Facebook de changer l'adresse de son siège social, afin que la loi européenne ne s'applique qu'aux utilisateurs européens du réseau, est à cet égard assez parlante.

Alors bien sûr, cette nouvelle législation est une énorme machine. L'application indistincte aux structures de toutes tailles et de tous types, qui est une garantie de stabilité et de sécurité juridique, est aussi source de lourdeurs importantes. Nombreuses sont les PME et autres petites structures qui craignent de ne pas être en mesure de s'adapter aux nouvelles règles. Le groupe PPE en a été conscient lors des négociations et a tout fait pour limiter les conséquences d'un excès de zèle.

Inédit par son ambition et son ampleur, le règlement européen demandera un effort d'adaptation important. Mais j'appelle à voir avant tout les avantages considérables qu'il apporte. En passant d'un patchwork de législations à un cadre législatif harmonisé et robuste, nous créons l'environnement de confiance nécessaire au développement du marché unique du numérique. C'est un changement de paradigme. A nous, députés européens, de veiller à ce que le but poursuivi ne constitue pas un obstacle au développement d'entreprises innovantes, et à l'adapter au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles évolutions technologiques. Je m'y engage au nom du groupe PPE.

L'eurodéputé allemand Manfred Weber préside depuis 2014 le groupe du Parti populaire européen.